



EFFET DE SERRE : MYTHE OU REALITE ?

**Mémoire de géopolitique
du capitaine de corvette Laurent HEMMER
dans le cadre du séminaire « Géopolitique et environnement »**

Directeur : monsieur Jacques SIRONNEAU

Avril 2002

Effet de serre : mythe ou réalité ?

SOMMAIRE

PREMIÈRE PARTIE : LES DIVERGENCES D'INTERPRETATION SCIENTIFIQUE

Réchauffement ou refroidissement ?

Le dioxyde de carbone face au climat

Limites des connaissances actuelles

DEUXIÈME PARTIE : L'EFFET DE SERRE SOUS CONTRÔLE POLITIQUE

Regard sociologique sur la communauté scientifique

L'effet de serre à la rencontre des politiques nationales

L'IPCC, filtre politique des recherches scientifiques ?

Effet de serre et philosophie mondialiste

INTRODUCTION

Le phénomène de l'effet de serre et ses conséquences climatiques désastreuses sont venus sur le devant de la scène à l'occasion de conférences internationales au cours des années 1980 et 1990. Après le protocole de Kyoto signé en 1997, les questions portent maintenant sur la manière de contrôler les émissions nocives produites dans le monde et contribuant au réchauffement de la planète. Il est cependant utile de revenir sur le fond du débat et de s'interroger sur les raisons qui paraissent pousser certaines personnalités à utiliser l'effet de serre comme un outil politique.

Il semble en effet qu'il n'y ait pas véritablement de consensus sur la réalité de l'effet de serre et les différents phénomènes physiques qui y sont liés. Les débats montrent au contraire une diversité des opinions au sein de la communauté scientifique, mais il faut tout de même noter que le message officiel diffusé par les instances en charge de décider, c'est-à-dire les gouvernements et les organisations internationales qui les rassemblent, reste toujours le même à quelques variantes près : l'effet de serre est causé par une augmentation considérable de dioxyde de carbone (CO₂) dans l'atmosphère, dont une part notable est produite par les activités humaines ; des modifications profondes du climat surviennent déjà et vont s'aggraver à l'échelle planétaire ; seule une prise en compte globale de cette question, relevant *in fine* du niveau mondial, permettra de mettre un frein à cette perturbation de la nature par l'homme.

L'environnement est donc considéré comme « une ressource collective globale », ce qui contribue à justifier des instances supranationales habilitées à imposer d'une manière ou d'une autre aux Etats les conditions de partage du patrimoine commun.¹ Si les questions écologiques réclament assurément une coordination entre les nations, l'étude de la progression des idées correspondantes au cours des dernières décennies révèle que le phénomène de l'effet de serre a été envisagé très tôt comme un outil politique mondial, quelle que soit la réalité physique sur laquelle il s'appuie.

¹ MM. WEINSTEIN Michael et CHARNOVITZ Steve, The greening of the WTO, revue *Foreign Affairs*, novembre/décembre 2001, volume 80, n° 6

PREMIERE PARTIE : LES DIVERGENCES D'INTERPRETATION SCIENTIFIQUE

11 RECHAUFFEMENT OU REFROIDISSEMENT ?

Le dernier rapport de l'IPCC (International Panel on Climate Change), publié en 2001, indique que la moyenne mondiale de la température terrestre a augmenté de 0,6° C (+/- 0,2° C) au cours du dernier siècle. Si cette valeur est généralement peu contestée, on s'aperçoit que les différentes méthodes de mesure conduisent à des interprétations parfois divergentes, comme par exemple la réalité du réchauffement sur les vingt dernières années écoulées ; on s'aperçoit également que les périodes pendant lesquelles le taux de CO₂ présent dans l'atmosphère a été le plus important ne correspondent pas aux périodes de hausse de température.

1.1.1. Quatre méthodes de mesure de la température terrestre sont utilisables : celles effectuées par les stations à terre, dont les données sont disponibles depuis 1860, les mesures obtenues par ballons-sondes (depuis 1956), les mesures par satellite (depuis 1979), et enfin les relevés effectués par carottage.

Les mesures effectuées par les stations terrestres sont réputées traduire une augmentation de la température terrestre globale de 0,6° C sur les 140 ans écoulés. Cette valeur, déjà faible en soi au regard de la variabilité naturelle de la température telle qu'elle peut s'observer sur les millénaires précédents, fait l'objet de controverses² :

- les données ne couvrent que 46% de la surface de la terre, la partie terrestre ne couvrant elle-même que 14% des terres émergées. Les mesures de température de la surface de l'eau n'ont jamais obtenu une confiance très forte de tous les scientifiques, notamment américains.³ Elles proviennent en effet majoritairement des bateaux à la mer, et sont souvent prises dans les circuits des machines, où l'eau de mer a déjà eu le temps d'être légèrement réchauffée (alors qu'auparavant la température de l'eau était systématiquement mesurée par prélèvement dans un seau). Les rapports de l'IPCC ont

² GRAY Vincent, The cause of global warming, conférence donnée le 22 novembre 2000 en Nouvelle-Zélande. www.microtech.com.au/daly/cause/cause.htm

³ Cf l'étude de FOLLAND, CK, DE PARKER. 1995. *Quarterly Journal Royal Meteorological Society* n° 121, pages 319 à 367, cité par Vincent GRAY, in The cause of global warming, www.microtech.com.au/daly/cause/cause.htm

cependant retenu les données de température présentées par les Britanniques, qui prennent en compte ces mesures effectuées en mer. On peut noter de toutes les manières qu' « une assemblée générale de l'International Association for the Physical Sciences of the Oceans, en 1994, établissait qu'on n'avait noté aucune tendance à la hausse de la température des océans au cours des 50 dernières années ».⁴

- de nombreuses stations de mesures ont été fermées, depuis 1980 surtout, en général dans les régions rurales où les températures ne sont pas affectées par la chaleur rayonnée par les zones urbanisées. Les diagrammes de température pour les endroits situés à l'extérieur des grandes agglomérations ne montrent aucun signe de réchauffement pour le dernier siècle écoulé. La plupart des organismes prennent en compte des corrections pour distinguer les stations rurales des stations urbaines, mais ces corrections elles-mêmes sont parfois jugées trop minimes, ou se conforment à une classification inadaptée des sites. Les aéroports sont classés en « sites ruraux », alors qu'ils rayonnent significativement de la chaleur ; les villes de 10.000 habitants sont considérées comme des zones rurales. Météo France estime pour sa part à 10 % la proportion du réchauffement urbain dans le réchauffement global⁵. Les principales régions du monde qui révèlent des hausses de température par le biais des mesures effectuées par les stations terrestres sont celles d'Europe, des Etats-Unis et de Russie, pendant les trois principaux mois d'hiver. L'hypothèse selon laquelle le confort dans les zones urbaines correspondantes a augmenté dans les dernières décennies, affectant ainsi l'environnement immédiat des stations de mesure sans être suffisamment pris en compte par des corrections adaptées, est jugé crédible par plusieurs spécialistes (Goodridge, par exemple, dans une étude publiée en 1996).

- les mesures par ballons sondes, effectives et régulières depuis 1956, montrent que la température des basses couches de l'atmosphère révèle une décroissance avant de retrouver en 1980 le niveau de 1956, suivie de légères fluctuations jusqu'à nos jours, qui ne traduisent aucune augmentation générale.

- les mesures de température par satellite sont réalisées depuis 1979 par la NASA et bénéficient d'une précision de l'ordre de 0,001° C. Ces données couvrent 99% de la surface de la terre. Les résultats dénotent très clairement une absence totale de réchauffement sur la période considérée. De simples variations naturelles apparaissent,

⁴ BARCELO Yan dans le journal *l'Agora*, vol. 5, n° 4 (1998), reprenant l'argumentaire développé par JAWOROWSKI Zbigniew dans « Ice core data show no carbon dioxide increase », revue *21st Century Science and Technology*, printemps 1997, n° 10 vol. 1.

autour d'une valeur moyenne parfaitement stable. Certains comme le professeur Roy Spencer, météorologiste et chef de centre à la NASA, relèvent même un léger refroidissement, de l'ordre de $0,05^{\circ}$ C par décennie. Les critiques à l'égard de ces mesures par satellite s'appuient sur le fait que ces mesures sont produites par un organisme unique, alors que les mesures « au sol » sont l'œuvre de personnes différentes, dans des endroits différents avec des appareils différents. Les critiques s'appuient également sur l'interprétation de ces mesures effectuées par satellite : les données contiennent inévitablement des « biais » afin de prendre en compte dans le temps l'évolution des radiomètres micro-ondes des satellites qui se succèdent, et dont les orbites varient⁶ ; ces biais dans les mesures par satellite sont par ailleurs probablement déduites des propriétés du rayonnement atmosphérique, qui contiennent à la fois des couches de réchauffement faible (troposphère) et de refroidissement (stratosphère). Mais il semble que l'estimation de ces propriétés s'appuie sur les prévisions d'effet de serre fournies par les modèles, ce qui rend plus difficile encore le jugement que l'on peut porter sur ce qui constitue pourtant la base de cette question : les mesures de température, censées montrer ou non l'effet de serre...

1.1.2. L'épaisseur de la banquise dans les régions polaires est un témoin vivant de l'évolution de la température. Des extractions réalisées par carottage révèlent que « des mesures directes effectuées sur des prélèvements de glace au Groenland montrent une tendance au refroidissement entre 1940 et 1995 » (Dahl-Jansen, dans un rapport de 1998). Une étude publiée par un chercheur suédois dans la revue *Geophysical Research Letters* de mars 2001, qui analyse les mesures effectuées par les sous-marins américains, indique à ce propos qu'il n'y a eu aucune réduction de l'épaisseur de glace en Arctique dans les douze dernières années, contrairement à ce qu'une première interprétation avait laissé penser. Frederick Seitz, qui rapporte ces éléments, cite par ailleurs un scientifique canadien qui travaille depuis des dizaines d'années sur le sujet, Greg Holloway, qui aurait expliqué lors d'une conférence de spécialistes de l'Arctique en mai 2001 que la banquise oscillait avec les vents selon une période de 50 ans. Les mesures faites par les sous-marins américains n'intégrant pas ces données, l'appréciation initiale qui en résultait concernant le réchauffement du pôle nord serait

⁵ www.meteo.fr/meteonet/actu/archives/dossiers/sieclecho/dos.htm

⁶ KANDEL Robert (directeur de recherche au CNRS) in *Climat : entre panique, prudence et politique*, www.site.afis.free.fr/climat.htm

faussée⁷. L'évolution de l'Antarctique semble être plus flagrante encore : la glace aurait cessé de fondre et la neige s'y accumule maintenant, témoignant du refroidissement actuel dans cette région.⁸ Les mesures précédentes masquaient peut-être déjà la réalité du refroidissement du pôle sud, le réchauffement de la péninsule Antarctique –excentrée par rapport au reste du continent- conduisant à une moyenne générale ne reflétant pas la situation locale au centre du continent polaire.⁹

12 LE DIOXYDE DE CARBONE FACE AU CLIMAT

Le dioxyde de carbone est le principal gaz à effet de serre recensé. Son taux de concentration évolue au fil du temps, mais d'une manière qui ne paraît pas toujours cohérente avec la température. Quand à sa place réelle dans le processus climatique, il est encore sujet à discussion.

1.2.1. L'augmentation de la concentration en dioxyde de carbone dans l'atmosphère est identifiée comme étant la principale cause du réchauffement climatique, passé ou prévu. Il paraît utile de préciser que 4 % seulement de cette quantité en CO₂ est de source anthropogénique (c'est-à-dire due aux activités humaines). Il semble également intéressant de mentionner que le dernier rapport de l'IPCC omet de faire apparaître cette faible proportion de manière visible. Ainsi, la synthèse destinée aux « décideurs » politiques du rapport du groupe de travail n° 1 de l'IPCC (WGI/SPM) fournit en page 7 un résumé sur la place des trois principaux gaz à effet de serre (CO₂, CH₄, N₂O). Si pour le CH₄ et le N₂O, le rapport indique que respectivement plus de la moitié et un tiers des quantités présentes dans l'atmosphère proviennent de l'homme, aucune mention n'est faite pour le CO₂. Cette omission est-elle une coïncidence, ou est-elle voulue parce que dire que la part n'est que de 4 % risque d'amoindrir l'idée selon laquelle c'est bien l'homme qui est directement la cause du réchauffement à travers ses émissions de CO₂ ?

⁷ Atlanta Journal – Constitution du 12 juin 2001

⁸ MM. JOUGHLIN Ian et TULACZYK Slawek, revue *Nature*, janvier 2002, cité par l'article « New study scorches global warming fears » dans le quotidien *Scotland on Sunday* du 20 janvier 2002.

⁹ Article « Antarctic getting colder » paru dans *The Scotsman* du 14 janvier 2002, reprenant une étude de Peter Doran dans l'édition électronique de la revue *Nature*.

1.2.2. L'augmentation de la quantité de gaz carbonique dans l'atmosphère n'a été sensible qu'après 1945, c'est-à-dire après la période correspondant au principal réchauffement survenu au cours du XX^{ème} siècle, comprise entre 1920 et 1940. Le professeur Sallie Baliunas, qui relève cette information, ajoute par ailleurs que la quantité de CO₂ a rapidement augmenté de 1940 à 1970, mais sans être cependant accompagnée d'une hausse significative de la température.

Un doublement de la concentration en CO₂ conduit selon certains spécialistes à une augmentation de 4 W/m² de l'énergie reçue par la terre. Cette valeur est à comparer aux 20 watts correspondants à l'incertitude liée à l'effet climatique des nuages, et aux 100 watts introduits dans les modèles pour tenir compte des échanges encore mal connus entre les océans et l'atmosphère.

On peut noter également que certains modèrent même l'augmentation de la concentration en CO₂. « La hausse annoncée du CO₂ dans l'atmosphère relève[rait] d'une décision unilatérale de ne retenir dans les lectures d'atmosphère emprisonnée dans les glaces que les lectures de ppm les plus basses, alors que les échantillons correspondant au XIX^{ème} siècle ont des variations qui vont de 250 à 550 ppm. En fait, une lecture plus véridique et exacte établirait que les niveaux du milieu du XIX^{ème} siècle ne sont pas beaucoup plus bas que ceux d'aujourd'hui. En outre, (...) il n'existe aucune corrélation fiable entre les niveaux de CO₂ contenus dans l'atmosphère à un moment donné et les résidus qu'on retrouve enfermés dans les échantillons de glace. »¹⁰

Selon le géologue canadien Jan Veizer, de l'université d'Ottawa, ainsi qu'Yves Goddérès et Louis François, spécialistes de physique atmosphérique à l'université de Liège en Belgique, le taux de carbone dans l'atmosphère a déjà été, lors d'époques antérieures, jusqu'à vingt fois égal au taux actuel¹¹. C'est une analyse que partage le géophysicien Fred Singer : « Sur l'échelle de temps de centaines de millions d'années, le dioxyde de carbone a nettement diminué ; au début de la période cambrienne, sa concentration était de vingt fois supérieure à ce qu'elle est actuellement. Le climat n'a

¹⁰ BARCELO Yan, journal *l'Agora*, vol. 5, n° 4 (1998), reprenant l'argumentaire développé par JAWOROWSKI Zbigniew dans « Ice core data show no carbon dioxide increase », revue *21st Century Science and Technology*, printemps 1997, n° 10 vol. 1.

¹¹ Revue *Nature*, décembre 2000, n° 408.

pas pour autant beaucoup changé et des glaciations se sont produites pendant l'époque géologique, même quand la concentration en CO₂ était élevée. »¹²

Il semble également que « pour des raisons encore inexplicées, le taux d'augmentation de CO₂ a considérablement baissé depuis environ une décennie, et le méthane a complètement cessé de croître » (Hansen, rapport publié en 1998, cité par Fred Singer).

1.2.3. Les interactions entre la température de surface, le taux de CO₂ et la quantité de vapeur d'eau présente dans l'atmosphère sont encore mal identifiées. De nombreuses études sont menées, conduisant à plusieurs hypothèses divergentes.

« Tout le monde s'accorde à dire qu'un réchauffement produit par une augmentation de CO₂, ou par n'importe quelle autre cause, conduira à plus d'évaporation et par conséquent à un niveau plus élevé de vapeur d'eau ; mais c'est la concentration de vapeur d'eau dans les hautes couches de la troposphère qui détermine si la rétroaction est positive ou négative » (Etudes de Lindzen en 1990, et de Spencer et Braswell en 1998).

Lindzen a par exemple constaté que dans une partie ouest de l'océan Pacifique, la couverture nuageuse formée par les cirrus (constituant la couche d'humidité la plus haute dans l'atmosphère) avait diminué de 22% par rapport à la couverture formée par les cumulus (couche la plus basse), alors que simultanément la température de surface avait augmenté de 1° C. Or il se trouve que c'est la couche élevée, celle qui a fortement réduit, qui possède de loin le plus grand pouvoir d'effet de serre : environ 1000 fois plus que la couche basse. Lindzen émet alors l'hypothèse d'un mécanisme de contre-réaction selon lequel l'augmentation du taux de CO₂, entraînerait une réduction de l'humidité présente dans les hautes couches, limitant ainsi le phénomène d'effet de serre. Ce jeu de compensation serait ainsi analogue au fonctionnement de l'iris de l'œil, dont l'ouverture s'adapte naturellement aux variations de l'intensité lumineuse.

Des études sont par ailleurs encore en cours sur le rôle exact du CO₂ dans les échanges atmosphériques. Deux chercheurs ont diffusé récemment les résultats de leurs travaux, portant notamment sur les études du spectre, les amenant à estimer que « la valeur de la sensibilité atmosphérique donnée par l'IPCC semble être trop large », ce qui signifie que « si cette valeur est exagérée d'un facteur d'environ quatre, l'augmentation prévue

¹² SINGER Fred « Human Contribution to climate changenremains questionable », EOS, Transactions, *American Geophysical Society*, 20 avril 1999, vol 80, pages 183 à 187. www.sepp.org/scirsrch/EOS1999.html

de la température pour un doublement de la quantité de CO₂ sera trop petite pour être discernée dans le bruit de fond la variabilité naturelle du climat ». Ils ajoutent que « l'ignorance des effets spectraux de la vapeur d'eau semble être la cause de l'exagération des scénarios », et que « le défaut des modèles à indiquer l'effet exact – positif ou négatif- de la rétroaction liée à la vapeur d'eau induit un doute sur l'ensemble du travail de modélisation à l'heure actuelle ».¹³

13 LIMITES DES CONNAISSANCES ACTUELLES

Les principales questions scientifiques liées au phénomène naturel dit « effet de serre » ont été évoquées dans les paragraphes précédents (variation de la température et évolution du CO₂). D'autres sujets méritent d'être abordés afin de se faire une idée plus précise des difficultés rencontrées dans la compréhension de la machine climatique générale, ainsi que dans les tentatives de la reproduire au moyen de modèles numériques.

1.3.1. La question du niveau des océans est étroitement liée à celle de l'effet de serre. Les rapports de l'IPCC indiquent que les niveaux ont augmenté au cours du XX^{ème} siècle, qu'ils continueront à croître dans l'avenir jusqu'à mettre en danger les populations de certains pays, et que cette situation est causée par le réchauffement climatique.

Selon l'IPCC, le niveau aurait augmenté de 10 à 25 cm pendant le dernier siècle, soit une moyenne de 2,5 mm par an. Le Service hydrographique et océanographique de la marine (SHOM) note pour sa part sur la même période « une augmentation moyenne de l'ordre de 1 à 2 millimètres par an, mais la dispersion autour de ces valeurs est importante. (...) Les observations disponibles ne constituent pas un bon indicateur de l'évolution globale en raison de la répartition très inhomogène des observatoires, situés en majorité dans les régions tempérées de l'hémisphère nord. La très forte variabilité d'un site à l'autre est imputable principalement à des mouvements verticaux de la croûte terrestre, que les marégraphes ne peuvent évidemment pas détecter. »¹⁴ Des données

¹³ MM. HUG Heinz et BARRETT Jack, étude disponible sur le site www.john-daly.com/forcing/hug-barrett.htm

¹⁴ www.shom.fr/fr_page/fr_prod_lettre/13/lettre13_2.htm

concernant l’Australie indiquent par exemple que des mesures effectuées sur une longue période, et sur les trois océans qui la bordent, concluent à une augmentation de 0,16 mm par an seulement.¹⁵ De manière anecdotique mais probablement significative, on rapporte le cas de l’île de la Mort, située au sud de la Tasmanie, sur laquelle se trouve une marque correspondant au niveau de la mer observé et datant de 1841. Cette marque, située sur la falaise nord de l’îlot, est l’œuvre de Sir James Clark Ross, explorateur de l’Antarctique. Il a indiqué à plusieurs reprises que cette marque correspondait au niveau moyen de la mer. On constate aujourd’hui que cette marque se trouve 30 cm au-dessus du niveau de la mer actuel, sans qu’aucune évolution du relief ne puisse en expliquer l’ampleur (on estime que l’élévation de la portion terrestre peut au mieux avoir conduit à une élévation de quelques centimètres).¹⁶

Lors de l’été 2002, le professeur Carl Wunsch, du MIT, critiquait l’IPCC sur son utilisation d’un modèle inadapté pour la prise en compte des grands courants marins, lui reprochant de ne reproduire que les mouvements horizontaux des couches d’eau. Ce point est lié à la question de l’effet de serre dans la mesure où une prise en compte correcte des mouvements des océans permet de s’approcher plus fidèlement des échanges avec l’atmosphère. La chaleur et le CO₂ contenus dans l’atmosphère sont ainsi absorbés et stockés dans les masses d’eau pour des durées qui ne seraient pas de l’ordre de plusieurs milliers d’années mais plutôt un peu supérieures à une dizaine d’années. Il s’agit naturellement d’un paramètre important puisqu’il conditionne la fiabilité des modèles numériques.

En conclusion sur la question des océans, on peut faire part du témoignage du professeur Frederick Seitz, président émérite de l’université Rockefeller (New-York) et ancien président de l’Académie nationale des sciences (NAS) : « Le rapport général annuel [émis par l’Académie en 1999] soulignait les incertitudes dans les mesures de niveau des océans et de mesure des températures. »¹⁷

1.3.2. Les modèles numériques utilisés pour effectuer les prévisions climatiques présentent un certain nombre de limites et de défauts, même s’ils se perfectionnent au fil des ans :

- ils peinent à reproduire les évolutions climatiques passées,

¹⁵ www.ctrlaltesc.org

¹⁶ www.ctrlaltesc.org

¹⁷ Atlanta Journal – Constitution du 12 juin 2001

- ils utilisent parfois des « facteurs de correction » d'une valeur plus élevée que les variables auxquelles ils se rapportent,
- ils tiennent compte de manière encore imparfaite de certains phénomènes, notamment les nuages. Selon John Mason, les modèles développés par son équipe dans les premières années prévoyaient une hausse de température de 5,2°C en moyenne sur 70 ans (avec l'hypothèse d'une augmentation annuelle de 1% du taux de CO₂ présent dans l'atmosphère). En introduisant plus correctement la numérisation des nuages, cette valeur est tombée à 3,2°C puis à 2,6 et 2,3 en prenant en compte plus précisément les effets induits par la présence des nuages. Une étape supplémentaire a été franchie en prenant en compte toute la profondeur des océans, et en les couplant à l'atmosphère. L'augmentation de la moyenne globale de la température redescend alors à 1,7° C.¹⁸
- ils utilisent un maillage très lâche, constitué de cellules de 300 km x 300 km scindées en une douzaine de niveaux.

A titre de comparaison, la plupart des modèles utilisés pour les travaux qui ont conduit aux rapports de l'IPCC jusqu'en 1995 adoptaient une absorption de 3% pour les radiations solaires par les nuages, alors que des études ultérieures ont découvert que la valeur correcte se situait plus près de 19%. Les prédictions de l'IPCC 1995 donnaient pour la même période que ci-dessus (70 ans à compter de 1990) une fourchette d'augmentation comprise entre 0,8° et 3,3°C selon les modèles et les scénarios. On peut noter par ailleurs que le même crédit semble accordé à tous les résultats présentés au sein de l'IPCC, alors qu'à 3,3° l'impact est sans doute différent que si la hausse est de 0,8° C. Toujours est-il que la valeur haute de la fourchette est celle qui reprise par les médias, contribuant ainsi au message alarmiste.

Une autre critique formulée à l'égard de l'utilisation qui est faite des résultats fournis par les modèles concerne le mixage de plusieurs courbes issues de simulations différents afin de bénéficier d'une moyenne qui apparaît plus fidèle à la réalité que chacune des simulations prise séparément. Ce procédé, qui renforce le crédit des modèles en vigueur, est utilisé dans la synthèse de l'IPCC destinée aux décideurs politiques (WGI/SPM, page 11). Le problème majeur est que cette présentation simultanée de courbes issues de plusieurs simulations paramétrées différemment souligne justement le fait qu'aucun des modèles n'est en mesure de reproduire correctement à lui seul les différents phénomènes climatiques, avec des paramètres

¹⁸ www2.prestel.co.uk/littleton/ek1_global_warming.htm

convenables et choisis délibérément en fonction de la réalité physique. Ainsi, quatre simulations –probablement choisies parmi d’autres- sont nécessaires pour former une moyenne acceptable face aux données observées. Cette faiblesse des modèles numériques est soulignée par Yves Lenoir qui constate que « les modèles numériques calculent mais n’expliquent pas. Sans modèle descriptif de référence, il n’est guère possible de se faire une idée juste de la pertinence de leur comportement interne ».¹⁹

Le problème principal est que toutes les décisions politiques lancées dans les années 1990 se fondaient sur les résultats scientifiques présentés à une époque où les incertitudes étaient telles que la prospective sur le climat futur conduisait à des prédictions alarmistes. Or, il existe un antécédent récent dans l’histoire sur ce type d’analyse hâtive, catastrophique...et finalement largement entachée d’erreur. Il s’agit du fameux slogan du Club de Rome « Halte à la croissance », dans les années 1970, qui recommandait une croissance « zéro » afin de tenir compte des ressources dont les réserves étaient sur le point de s’épuiser d’après les estimations d’experts (épuisement du pétrole et du gaz au début des années 1990, épuisement des autres principales ressources avant l’an 2000). Ces données étaient appuyées à l’époque par des calculs effectués au moyen des modèles et des ordinateurs du Massachusetts Institute of Technology. Avec l’expérience de cette erreur d’appréciation qui avait conduit à tirer la sonnette d’alarme, ne faut-il pas garder aujourd’hui aussi un regard prudent et critique sur ce que les modèles peuvent fournir comme conclusions relatives au réchauffement climatique ?

1.3.3. L’optimum climatique médiéval, au début du second millénaire, et le petit âge glaciaire, apparu entre le XV^{ème} et le XIX^{ème} siècles, sont souvent présentés comme étant des événements locaux, limités à l’Europe (cf synthèse technique du groupe n° 1 de l’IPCC 2001, page 28). Il est admis communément que les causes de ces deux changements sont liées à l’activité solaire, mais sans que celle-ci ait pu influencer le climat global de la planète compte tenu de ses faibles variations.

Une étude récente vient cependant apporter des arguments aux tenants de l’hypothèse selon laquelle l’activité solaire –et les paramètres de l’orbite terrestre- ont un effet significatif sur le climat global. Publiée dans la revue « Science » du 22 février 2002, rédigée sous la direction de monsieur Hendy, cette étude fait part d’informations

¹⁹ LENOIR Yves, *Climat de panique*, p. 134.

obtenues à l'occasion de mesures effectuées dans la grande barrière de corail en Australie. Des carottages destinés initialement à étudier l'évolution de la salinité maritime au cours des siècles passés ont amené les chercheurs à la conclusion suivante : « Le petit âge glaciaire apparaît dans la plupart des reconstitutions climatiques de l'hémisphère nord comme la suite de plusieurs périodes séculaires anormalement sèches et froides, entre le XV^{ème} et le XIX^{ème} siècles. » Les auteurs de l'étude relèvent que la température de la mer tropicale était à cet égard inférieure de 0,2 à 0,3° C au début de ce petit âge glaciaire par rapport à la moyenne sur le long terme. Ils observent également que cette température a augmenté au cours des XVIII^{ème} et XIX^{ème} siècles, lorsque finissait cette période « glaciaire ». Ils concluent en formant l'hypothèse selon laquelle le refroidissement des océans tropicaux a pu jouer un rôle primordial quant à l'extension des glaces qui s'est produite de manière répétée pendant le petit âge glaciaire, entre 1600 et 1860.

On constate donc que les modifications de l'activité solaire jouent très certainement un rôle significatif sur le climat global –et pas seulement local-. On constate par ailleurs que le XX^{ème} siècle a été caractérisé par la plus grande augmentation de l'activité solaire depuis que des données sont recueillies, c'est-à-dire depuis le début du XVII^{ème} siècle. Ces éléments, s'ils sont confirmés, viennent en contrepoint de l'idée qui veut que les modifications climatiques des dernières décennies ont été déterminées majoritairement par les émissions de gaz à effet de serre.²⁰

* * *

Le climat a fait indéniablement l'objet d'un réchauffement au cours du XX^{ème} siècle. En revanche, les périodes d'accroissement du taux de CO₂ dans l'atmosphère ne correspondent pas à celles où la température a augmenté. La température moyenne de la planète semble s'être stabilisée depuis une vingtaine d'années, sans que les activités industrielles aient diminué. La marque de l'homme dans les changements du climat global ne paraît pas clairement démontrée. De nombreuses incertitudes demeurent dans la connaissance de la « machine climatique », ce qui rend difficile la conception de modèles numériques fiables pour prévoir l'évolution future.

²⁰ www.globalwarming.org/brochure.html

Sans mettre en cause le travail des vrais scientifiques compétents chacun dans leur domaine, comment peut-on alors expliquer qu'une pensée officielle se soit forgée au fil des grandes rencontres internationales, mettant nettement l'accent sur les catastrophes climatiques auxquelles nous conduiraient les émissions incontrôlées de gaz à effet de serre ?

DEUXIEME PARTIE : L'EFFET DE SERRE SOUS CONTROLE POLITIQUE

La compréhension du climat fait l'objet de recherches et d'études de la part des scientifiques. Il s'agit maintenant d'étudier de quelle manière une pensée « unique » a peut-être pu s'imposer, quitte à déformer les conclusions de leurs travaux.

21 REGARD SOCIOLOGIQUE SUR LA COMMUNAUTE SCIENTIFIQUE

2.1.1. Le propre de la politique, c'est de gouverner, c'est-à-dire d'indiquer la route à suivre. Les grandes conférences relatives au climat, organisées dans les années 1980, semblent avoir été propices à la diffusion de l'idée générale selon laquelle le climat changeait dans le sens d'un réchauffement. A partir du moment où la pensée officielle est définie et répandue, s'appuyant sur des structures internationales, il devient difficile de faire valoir les arguments même scientifiques qui vont à son encontre. Plusieurs fameux sociologues ont mis en évidence les facteurs qui expliquent ce phénomène, caractéristique de toute vie sociale ou de tout travail en groupe. Les scientifiques appartenant à la communauté internationale constituée autour du « climat » n'échappent sans doute pas totalement à ces facteurs. Le chercheur américain Ash a montré expérimentalement que l'individu est naturellement conformiste, c'est-à-dire que son comportement habituel vise à se conformer à l'attitude de ses pairs. L'expérience suivante réalisée par Ash en est une illustration : un groupe de six personnes regardent une ligne d'une longueur donnée et doivent trouver l'équivalente parmi trois autres lignes. Cinq membres du groupe sont des complices de l'expérimentateur, fournissant volontairement et régulièrement une mauvaise réponse ; la sixième personne -ne connaissant rien à cette complicité- est sollicitée pour répondre de telle manière qu'elle s'exprime à chaque fois après les autres. Les résultats montrent une très forte conformité de la sixième personne, ce que le docteur américain en psychologie sociale Stanley Milgram décrit ainsi : « La plupart des sujets exposés à cette forme de pression sociale se range à l'avis du groupe plutôt que d'accepter le témoignage irréfutable de

leurs yeux ».²¹ Cette pression sociale traduit une forme d'autorité qui émane du groupe auquel se rattache l'individu. Or on peut ajouter que l'autorité possède de nos jours une caractéristique particulière que souligne Milgram : « Si toutes les sociétés, primitives ou évoluées, possèdent nécessairement des structures d'autorité, la nôtre présente la caractéristique supplémentaire d'inculquer à ses membres l'habitude de se soumettre à des autorités impersonnelles. »²² Cette observation vaut pour toute structure, et il paraît à ce titre utile de se poser la question de l'autorité ou de l'influence émanant d'une commission comme l'IPCC à l'égard de la communauté des scientifiques. Bien évidemment, chacun d'entre eux se défendra de posséder son indépendance d'esprit, mais celle-ci a certainement tendance à s'intérioriser face aux puissants organismes nationaux ou mondiaux. Seuls les caractères forts, s'exprimant ouvertement et avec vigueur, peuvent faire entendre une voix différente de celle diffusée par les milieux officiels. Le sociologue américain Goffman précisait, en 1959, que « toute situation sociale repose sur un consensus opératoire entre les participants. L'une de ses prémisses essentielles est que, à partir du moment où la définition de la situation a été exposée aux personnes concernées et acceptées par elles, il n'y a plus de contestation possible. »²³ Or il semble que la « définition de la situation » a été « exposée » dans les années 1980, à l'occasion des grandes conférences internationales sur le climat, et dans les documents qui les accompagnent. Le nom lui-même de la commission chargée de suivre cette question indique le chemin à suivre : « International Panel on Climate Change (IPCC) ». Il ne s'agit pas d'étudier le climat, mais il s'agit d'en observer, d'en souligner le changement.

2.1.2. Une expérience de la manière avec laquelle la direction générale souhaitée peut être imposée dans certains groupes de travail est fournie par le professeur en sciences environnementales Patrick J. Michaels (université de Virginia), ancien président de l'association américaine des climatologues d'Etat (National Association of State Climatologists) : « Les mêmes personnes ont produit les deux rapports (de l'IPCC et de l'Académie Nationale des Sciences), et avec le même procédé : la pensée dominante. Voilà comment ça marche : pour produire ce que vous voulez, ce que vous avez juste à faire c'est de sélectionner les bonnes personnes, mais en incluant quelques

²¹ MILGRAM Stanley, *Soumission à l'autorité*, p. 144

²² op. cit., p. 172

²³ op. cit., p. 187

contradicteurs qui peuvent alors apparaître dans la liste des participants même s'ils sont ignorés par la dynamique de groupe. » Michaels précise ensuite comment, à son sens, des scientifiques comme John Wallace et Richard Lindzen, ce dernier unanimement reconnu comme un expert compétent, n'ont pas pu faire avancer des éléments pourtant solides dans les réunions en question. Il conclut en expliquant : « la question logique est de savoir pourquoi l'académie [américaine des sciences – NAS] n'a pas rassemblé toutes ces choses évidentes ensemble [c'est-à-dire les différents faits allant à l'encontre d'un réchauffement exceptionnel dans les décennies à venir]. La réponse est simple : les personnes qui ont rédigé ce rapport [du NAS] et celui de l'IPCC ont été imprégnées depuis près de vingt ans de l'idée d'un très grand réchauffement. Faire machine arrière, et dire autre chose aurait été autodestructeur à l'égard de la foi un peu déplacée que l'opinion publique a dans la science. »²⁴

2.1.3. Une dernière observation peut être émise sur le plan sociologique : au-delà du slogan, la « pensée unique » semble être devenue dans la société actuelle une réalité que plusieurs auteurs vérifient dans de nombreux domaines publics, le plus marquant étant naturellement celui de la politique. Les messages et programmes politiques de ceux qui briguent les suffrages des électeurs se rapprochent de plus en plus au fil des échéances électorales, et finissent pas se ressembler. Des chercheurs ont analysé le rôle des médias comme catalyseur des opinions et l'impact néfaste que leur trop grand pouvoir peut avoir sur la diversité des opinions. C'est ce qu'évoque Yves Charles Zarka, directeur de recherche au CNRS : « Cette analyse de la formation d'une opinion dominante fait partie des explications que Tocqueville donne de l'un des vices naturels les plus importants des sociétés démocratiques : l'établissement d'une tyrannie de l'opinion. Cette conception de la formation d'une opinion dominante est doublement intéressante. Elle montre que l'opinion publique est une norme contraignante et pourtant insensible qui s'impose à l'opinion individuelle sans qu'elle la perçoive et qui ne laisse pas de place pour la contradiction. Elle est accompagnée d'une analyse de la constitution d'une nouvelle forme de la censure et d'un nouvel esprit de cour. »²⁵ La question est la suivante sur notre sujet de préoccupation : ne convient-il pas de jeter un œil critique sur la manière avec laquelle se forge les opinions dominantes dans le domaine scientifique, en particulier lorsqu'il s'agit d'un sujet capital concernant l'avenir des nations, qui

²⁴ *The New York Post* du 11 juin 2001

²⁵ ZARKA Yves Charles, directeur de recherche au CNRS. Journal *Le Monde* du 31/1/2002.

suscite autant de débats ? Ne faut-il pas rester sur ses gardes dès lors que l'on invoque l'existence d'un consensus pour repousser les objections qui se présentent contre la pensée officielle ?

2.1.4. Des réactions ont émergé dans les années 1990. En 1992, alors que la crainte liée au réchauffement climatique était au plus haut, l'association Greenpeace a mené une enquête auprès des 400 climatologues du monde entier, en profitant du sommet de Rio pour faire valoir leur avis. Malheureusement, 15 d'entre eux seulement ont reconnu croire au réchauffement climatique, bien que tous comptaient sur cette question pour continuer leurs travaux²⁶. A la suite de ce sommet de la Terre, « l'Appel de Heidelberg » a été signée par 264 scientifiques et intellectuels (dont 52 prix Nobel) qui s'inquiètent de la montée « d'une idéologie rationnelle ». Même s'ils prennent la précaution de mentionner qu'ils adhèrent aux objectifs de Rio, ils demandent que « le contrôle souhaitable soit fondé sur des critères scientifiques et non des préjugés irrationnels... des arguments pseudo scientifiques... des données fausses ou inappropriées. ». On peut également signaler la déclaration de Leipzig, rédigée à l'issue du symposium international sur la controverse de l'effet de serre, tenu les 9 et 10 novembre 1995 dans la ville allemande du même nom, sous la présidence du premier ministre de l'Etat de Saxe. Plus de 80 scientifiques, incluant des participants aux travaux de l'IPCC, s'accordent à dire que « les mesures politiques destinées à appliquer le traité (de 1992) sont, au jour d'aujourd'hui, fondées uniquement sur des théories scientifiques non prouvées, des modèles numériques imparfaits et l'hypothèse non démontrée que le réchauffement climatique catastrophique est la conséquence de la combustion des énergies fossiles et requiert des mesures immédiates. Nous ne sommes pas d'accord. Nous croyons que les prédictions sinistres d'un réchauffement futur n'ont pas été validées par les données disponibles sur le climat. (...) Il n'existe pas aujourd'hui de consensus scientifique général sur l'importance du réchauffement lié à l'effet de serre. »²⁷ Enfin, de manière plus récente, à la suite du protocole de Kyoto de 1997, une pétition accessible sur internet rassemble les personnes qui déclarent qu'« il n'y a aucun témoignage scientifique convaincant selon lequel les émissions dues à l'homme de dioxyde de carbone, méthane ou autre gaz à effet de serre est en train de causer ou va causer, dans un futur prévisible, un réchauffement catastrophique de

²⁶ www.microtech.com.au/daly/history.htm

²⁷ www.sovereignty.net/p/clim/leipzig97.htm

l'atmosphère terrestre et une perturbation du climat de la planète. De plus, il y a des critères scientifiques significatifs qui indiquent qu'une augmentation du dioxyde de carbone atmosphérique pourrait avoir de nombreux effets bénéfiques sur l'environnement naturel des plantes et des animaux sur la terre. »²⁸ Cette pétition est actuellement signée par 19700 personnes (la signature de 17800 d'entre elles ayant été vérifiée de manière indépendante) ; 2660 sont physiciens, géophysiciens, climatologues, météorologues, océanographes ou scientifiques en sciences environnementales ; 5017 sont des scientifiques spécialisés en chimie, biochimie, biologie ou autre science de la vie. Cette pétition est l'œuvre du professeur Frederick Seitz, ancien président de l'académie nationale des sciences (Etats-Unis) et président émérite de l'université Rockefeller. Signalons enfin un sondage Gallup indiquant que 17 % seulement des membres de la Société Américaine de Météorologie et de la société américaine de Géophysique estiment que le réchauffement survenu au cours du XX^{ème} siècle est le résultat d'une augmentation de l'émission des gaz à effet de serre.²⁹

22 L'EFFET DE SERRE A LA RENCONTRE DES POLITIQUES NATIONALES

2.2.1. Le phénomène « effet de serre » est parfois présenté comme étant une « coïncidence d'intérêts » émanant de plusieurs milieux différents. Bien qu'il semble trop réducteur de limiter l'origine de ce phénomène politique à la situation particulière de la Grande-Bretagne dans les années 1970 et 1980, Richard Courtney propose une analyse intéressante à cet égard, regroupant quatre données principales :

- En arrivant au pouvoir en 1979, madame Margaret Thatcher avait besoin d'un thème qui rehausse sa stature politique aux yeux de la communauté internationale. « Sir Crispin Tickell, ambassadeur de la Grande-Bretagne à l'ONU, suggéra une solution à ce problème : il remarqua que presque tous les chefs d'Etat étaient ignorants des questions scientifiques et que donc un homme politique ayant une telle formation pourrait dominer tout débat lors d'un sommet, dans une matière qui semblait fondée sur des aspects scientifiques. Et madame Thatcher possède un diplôme (Bachelor of Science) en

²⁸ www.oism.org/pproject/s33p37.htm, informations supplémentaires auprès du Oregon Institute of Science and Medicine, PO Box 1279, Cave Junction OR 97523.

²⁹ www.globalwarming.org/brochure.html

chimie (...). Il suggéra que madame Thatcher fasse campagne sur le réchauffement climatique à chaque sommet. Elle fit ainsi, et la tactique fonctionna. »

- Le gouvernement britannique avait par ailleurs besoin de développer des arguments en faveur du nucléaire, afin de disposer d'une capacité suffisante pour le programme d'armement envisagé à l'époque au profit des sous-marins et des missiles Trident. La crainte du réchauffement climatique permettait de jeter un voile d'opprobre sur le CO₂ dégagé par les usines thermiques. Compte tenu des accidents de Three Mile Island puis de Tchernobyl, c'était le seul argument convaincant parce qu'écologique. Le fait que le prix de l'énergie nucléaire soit quatre fois plus faible que l'énergie fossile n'était en effet pas suffisant.

- A l'issue des élections de 1979, les membres du nouveau Cabinet reprochèrent à l'Union Nationale Minière (National Union of Mineworkers) d'avoir été la cause de la défaite de 1974. En privilégiant l'énergie nucléaire, ils obtenaient la réduction de leur pouvoir dans le paysage industriel énergétique à travers la menace du réchauffement climatique causé par les émissions de CO₂.

- Madame Thatcher, dans la ligne générale décrite précédemment, a personnellement fondé le Centre Hadley pour la Recherche et les Prévisions Climatiques (UK's Hadley Centre for Climate Prediction and Research). Son importance s'est accrue en devenant l'agence en charge du groupe de travail scientifique au sein de l'IPCC (WGI). Toutes les disciplines scientifiques plus ou moins directement liées aux recherches relatives au climat ont ainsi pu s'engouffrer dans la voie ouverte, riche en subsides permettant de mener les études.

Cette analyse laisse penser que l'origine de l'effet de serre est intégralement britannique, et ne s'appuie que sur la recherche d'intérêts nationaux selon des vues à moyen terme. Elle est probablement réductrice, mais les interactions entre les différents pouvoirs –politiques, industriels, médiatiques- sont décrites de manière qui semble réaliste.³⁰

Elle est partagée par Philipp Stott, professeur de biogéographie à l'université de Londres : « (en Europe), la droite avait le souci de briser le pouvoir des syndicats traditionnels, comme celui des mineurs –la population ouvrière derrière une source majeure de gaz carbonique- et la promotion du nucléaire. Le Hadley Center pour la

³⁰ www.microtech.com.au/daly/history.htm

Prévision et la Recherche Climatique a été créé suite à l'action personnelle de Margaret Thatcher, et de personne d'autre. »³¹

2.2.2. Le comportement des Etats-Unis sur le sujet peut faire l'objet de remarques tant sur la méthode d'analyse de la question de l'effet de serre que sur le fond.

En ce qui concerne le premier point, et contrairement à l'opinion la plus répandue, les Etats-Unis ne rejettent pas le processus mondial engagé par le protocole de Kyoto en 1997. Le président Bush précise en effet : « nous soutenons les objectifs (de Kyoto), mais nous différons sur la méthode »³². Si les Américains n'ont pas ratifié le protocole, cela tient essentiellement à leur répugnance naturelle à se soumettre à des décisions à caractère supranational dont ils ne maîtrisent pas toutes les conséquences. Leur approche de la résolution des problèmes diffère également quelque peu de celle des Européens. Ces derniers adoptent plus facilement des mesures contraignantes pour résoudre un problème, alors que la politique américaine s'appuie habituellement sur une philosophie incitative : mettre en place un mécanisme de marché concernant les émissions de gaz à effet de serre est conforme à la conception des Américains, alors qu'ils répugnent à imposer des dates butoirs pour obliger les Etats à respecter des critères fixés.

Sur le fond, la politique intérieure américaine, dans le domaine de l'environnement, reste très pragmatique et s'appuie davantage sur une recherche du bien commun du citoyen que sur des fondements à caractère idéologique. Le discours du président Bush début février 2002 à ce sujet en révèle les deux principaux traits : « nettoyer » le ciel américain des impuretés nuisibles que produit le pays, afin de protéger l'environnement et d'améliorer l'hygiène ; replacer le débat relatif au changement climatique dans son contexte d'incertitudes scientifiques. En ce qui concerne le premier point, les Américains ont annoncé qu'ils réduiraient les émissions de dioxyde de soufre de 73 % par rapport au taux actuel, celles d'oxyde de nitrogène de 67 %, et les émissions de mercure de 69 %. Deux dates sont annoncées pour effectuer un relevé de situation : 2010 puis 2018. Le but poursuivi par ces dispositions est de « protéger l'environnement », « prolonger la vie de milliers d'Américains souffrant d'asthme ou

³¹ *Wall Street Journal* du 2 avril 2001, cité par Jean-Marc Jancovici www.manicore.com/documentation/serre/WSJ.html (qui porte cependant un jugement critique sur les propos du professeur développé dans cet article, estimant « qu'il n'a aucune compétence pour contester les conclusions des scientifiques »).

³² *Revue Valeurs actuelles* du 3 août 2001

d'autres affections », et « réduire le risque que courent les enfants vis-à-vis du mercure lorsqu'ils sont dans le ventre de leur mère ». Si sur ces aspects, les décisions sont clairement définies, parce que la menace clairement connue, le gouvernement américain reste très circonspect en ce qui concerne le changement climatique. « La science est plus complexe, les réponses sont moins certaines, et la technologie est moins développée. Il nous faut une approche flexible qui peut s'ajuster à de nouvelles informations et de nouvelles technologies » annonce le président Bush. Il ajoute par ailleurs que « si, d'ici 2012, notre progrès n'est pas suffisant et que les données scientifiques justifient d'autres actions, les Etats-Unis prendront d'autres mesures qui pourraient inclure un mécanisme de marché (...) ». Il signifie bien à travers cette remarque que les conclusions fournies par la science au jour d'aujourd'hui ne justifient aucune mesure destinée à lutter de manière globale *contre* des changements climatiques causés par les activités humaines³³.

Le président Bush s'inscrit dans la ligne décrite dans la revue *Foreign Affairs* en 2001, dans un article relatif à l'écologie et au commerce international : « Depuis sept ans, l'OMC a évolué vers une attitude environnementale responsable. Le meilleur moyen pour poursuivre cette tendance écologiste est que les puissances industrialisées adoptent quelques modestes réformes acceptables pour des nations développées, protègent l'environnement et la santé publique, et gardent de côté les zélotes et les protectionnistes. »³⁴

2.2.3. A défaut d'aboutir à des certitudes, les interrogations liées au changement climatique conduisent à invoquer le principe de précaution. Ainsi, le doute quant à la réalité de l'effet de serre et à ses causes, doit malgré tout impliquer la prise de mesures devant protéger la planète contre les risques environnementaux afférents. Ce fameux principe de précaution, largement invoqué lorsqu'il s'agit de se prémunir face à des risques d'ingérence étrangère indésirable dans son pays, paraît inattaquable puisqu'il s'apparente au bon sens que l'on trouve dans le dicton « dans le doute, abstiens toi ». Hans Henrik Ramm, rédacteur en chef de la *Norwegian Oil Review*, formule cependant un certain nombre de critiques quand à son application partielle. Sur le plan philosophique, l'un des effets pervers de ce principe est que l'obligation de la preuve est

³³ www.john-daly.com

³⁴ *Foreign Affairs*, « The greening of the WTO », volume 80 n° 6, novembre/décembre 2001 – Michael M. Weinstein et Steve Charnovitz

inversée : il y a en effet un risque qui ne repose que sur des hypothèses et des estimations (ce risque étant le réchauffement climatique considérable dans les décennies à venir), les détracteurs doivent démontrer que ce risque est faux pour prétendre arrêter toutes les mesures que l'on prend en son nom. Le mode logique de raisonnement voudrait que l'on démontre formellement les risques futurs attendus. Hans Henri Ramm compare ensuite les efforts déployés pour tenter de contrer les conséquences malheureuses de l'effet de serre, aux efforts consentis par les pays représentés à la conférence de Kyoto en terme de protection de la population face au risque nucléaire pendant la guerre froide. Au titre du principe de précaution, on aurait pu en effet développer de vastes programmes de construction d'abris anti-atomiques, entreprise qui était inconcevable compte tenu de son caractère financier (indépendamment de la dialectique qui sous-tendait la stratégie de dissuasion, notamment en France). Sur la base de cet argument, on pourrait aussi interdire les téléphones portables, leurs effets sur la santé étant mal connus. Le Norvégien s'étonne également que la question de l'effet de serre soit un problème mondial suffisamment crucial pour devancer bien d'autres désastres (SIDA, cancer, pauvreté, sécheresse...) en terme d'efforts, alors que le CICERO (commission nationale norvégienne chargée du réchauffement climatique) estime à 0,1° C seulement le gain possible pour 2050 si les dispositions de Kyoto étaient appliquées. Les critiques habituellement formulées à l'encontre d'un personnage comme Hans Henri Ramm sont de ne pas être un scientifique, compétent en la matière, voire même d'être partisan dans son approche, puisqu'il est rédacteur d'une revue liée aux questions industrielles.

23 L'IPCC, FILTRE POLITIQUE DES RECHERCHES SCIENTIFIQUES ?

Les travaux de l'IPCC sont répartis entre trois groupes de réflexion, dont chaque compte rendu est résumé dans une synthèse technique puis dans une synthèse (encore plus courte) destinée aux décideurs politiques. Il est frappant de constater une distorsion entre chacun de ces documents, toujours dans le même sens, celui d'un réchauffement climatique important, attribué principalement aux activités humaines, réchauffement qui va s'aggraver dans l'avenir, en étant accompagné de phénomènes météorologiques extrêmes.

2.3.1. A titre d'exemple, le résumé technique du groupe I (WGI/TS) fait part de modifications liées au soleil et à l'orbite de la terre, susceptibles d'être la cause de changements climatiques. Des variations cycliques de l'énergie solaire ont en effet été relevées, selon une période de 11 ans et pour un taux d'environ 0,1 %, auxquelles pourraient se superposer des cycles de variation sur des périodes plus longues. Par ailleurs, de lentes évolutions de l'orbite de la terre sur une échelle de quelques dizaines à quelques milliers d'années sont parfaitement connues, et ont conduit à des évolutions de la distribution saisonnière en latitude du rayonnement solaire sur la surface de la terre. Ce rapport de l'IPCC indique clairement que ces changements ont joué une part importante dans les variations climatiques dans un passé lointain, notamment à l'occasion de l'âge glaciaire et de la période interglaciaire (page 25). On note cependant que ces considérations sur ces causes astronomiques sont totalement absentes de la synthèse destinée aux politiques. N'auraient-elles pas été écartées parce qu'elle vont à l'encontre du message officiel selon lequel la planète se réchauffe, ce réchauffement étant causé par les émissions humaines de gaz à effet de serre ?

De la même manière, le résumé technique du groupe I (WGI/TS) fournit des indications concernant l'élévation du niveau des océans, en les accompagnant des limites qui conviennent : « des mesures du niveau des mers sont effectuées depuis cent ans dans certains endroits, mais le réseau de marégraphes disposant d'enregistrements de longue date ne fournit qu'une couverture limitée » (page 25). Là aussi, on peut regretter que la synthèse destinée aux politiques (SPM) ne retient aucune précaution quand aux conclusions livrées. D'autres exemples sont disponibles sur la forme avec laquelle les résultats sont présentés. On constate ainsi que l'IPCC annonce une hausse prévue de la température selon une fourchette comprise entre 1,4 et 5,8° C sur la période 1990-2100, ces données étant fournies par 35 scénarios modélisés différents. Une note en bas de page précise cependant en petits caractères qu'il n'a pas été tenu compte des incertitudes liées au forçage radiatif lié aux aérosols³⁵. Le professeur David E. Wojick estime qu'une prise en compte correcte aurait pu conduire à l'absence de réchauffement...voire à un refroidissement.³⁶ Les prédictions les plus noires de l'IPCC

³⁵ Troisième rapport de IPCC (2001), WGI/SPM page 13

³⁶ www.john-daly.com/guests/un_ipcc.htm

sont jugées « sans fondement » de la part de plusieurs scientifiques, qui reprochent à la commission de ne retenir que les calculs qui correspondent aux vues souhaitées.³⁷

L'évolution du climat présente même des aspects chaotiques, comme le montrent les débats exposés dans une bonne moitié du chapitre 14 du dernier rapport officiel de l'IPCC (WGI/TS). On peut regretter cependant que ce caractère chaotique, ainsi que les incertitudes qui demeurent dans la connaissance du climat, rendant difficile voire impossible une prédiction crédible du climat futur, ne soit pas repris dans la synthèse destinée aux « décideurs politiques » (SPM), qui contient presque exclusivement les conclusions qui vont dans le sens souhaité.³⁸

Il est intéressant enfin de noter que les synthèses destinées aux décideurs politiques ont été publiées avant les synthèses techniques rédigées par chacun des trois groupes de travail constitués au sein de l'IPCC³⁹. Sans y voir nécessairement une volonté de désinformer de la part de l'IPCC, il est permis d'estimer qu'une lecture initiale des documents disponibles –les synthèses « politiques »- peut conditionner en partie le jugement avant d'aborder les autres comptes rendus, qui sont non seulement plus précis et détaillés mais aussi plus équilibrés quant à la place laissée aux incertitudes liées à l'effet de serre.

Cette distorsion entre les contributions scientifiques et leurs synthèses générales (SPM), rédigées par un groupe restreint de personnes plus proches du cercle politique est illustrée par le fait que de nombreux scientifiques utilisent l'IPCC pour faire part de leurs recherches, comme cela est prévu, mais voient l'ensemble se fondre en un document « présentant la science spéculative comme la vérité indéniable », pour reprendre les propos d'un professeur d'université américain. Le principe fondamental est que « le changement climatique causé par l'homme est un fait établi », alors « qu'il y a toujours un désaccord considérable au sein des communautés de la science atmosphérique et de la climatologie pour savoir si oui ou non l'humanité est, ou pourrait être, responsable d'une modification significative du climat global. »⁴⁰

³⁷ Par exemple le professeur Patrick J. Michaels, professeur en sciences environnementales à l'université de Virginie, qui cite aussi Bill Mc Kibben qui parle de « science fiction ». cf www.cato.org/cgi-bin/scripts/printtech.cgi

³⁸ d'autres précisions sont disponibles sur www.john-daly.com/guests/un_ipcc.htm

³⁹ JANCOVICI Jean-Marc, www.manicore.com/documentation/serre/WSJ.html

⁴⁰ Anthony R. Lupo, professeur de science atmosphérique à l'université de Columbia, Missouri, et expert auprès de l'IPCC lors des conférences de 1995 et 2001. www.globalclimate.org/opinion/00-0804-Lupo.html, article paru dans St Louis-Dispatch, le 4 août 2000.

2.3.2. Des critiques générales des travaux de l'IPCC, émanant de personnalités scientifiques directement concernées, ont révélé la manière avec laquelle les données factuelles sont instrumentalisées pour obtenir le message voulu. Le professeur Frederick Seitz, cité précédemment, a publiquement dénoncé le rapport de l'IPCC (1995), en écrivant : « Je n'ai jamais rencontré une corruption aussi grande qu'à l'occasion de la rédaction de ce rapport de l'IPCC ». ⁴¹ Des modifications ont en effet été signalées entre le document approuvé par les différentes délégations (décembre 1995) et la version finale imprimée quelques mois après (mai 1996). ⁴² Ces modifications portent en particulier sur l'aspect discernable ou non de l'activité humaine dans l'évolution du climat. Le professeur Benjamin Santer, qui a dirigé la rédaction du chapitre scientifique du rapport de l'IPCC, a co-rédigé pour sa part un article dans lequel il indique que tant qu'aucun modèle n'aura été défini permettant d'expliquer le climat passé, « il sera difficile d'établir, avec certitude, qu'une origine anthropogénique est discernable dans les évolutions observées ». Il ajoute ailleurs que « malheureusement beaucoup de gens lisent la transcription que font les médias du rapport avant d'étudier celui-ci... Je pense que les malentendus sont ici. Nous disons assez clairement que plusieurs scientifiques diraient que la conclusion énoncée était un fait accompli ». De son côté, le directeur lui-même de l'IPCC, le professeur Bert Bolin, a indiqué lors d'un débat le 2 juin 1997 que « le problème du climat n'était pas résolu. Les données sont à la fois incertaines et incomplètes ». ⁴³

2.3.3. L'interprétation française officielle du troisième rapport d'évaluation de l'IPCC semble accentuer encore davantage la dérive observée entre les rapports de chaque groupe et la synthèse qui en est faite au profit des décideurs politiques. La mission interministérielle de l'effet de serre (MIES) indique ainsi dans son communiqué publié à l'issue de la réunion plénière de l'IPCC en 2001 : « La communauté scientifique mondiale n'a identifié aucun facteur naturel qui soit susceptible d'avoir contribué significativement au réchauffement de 0,6 °C observé sur les trente dernières années ». ⁴⁴ La MIES exclut donc totalement un changement naturel, alors que le compte rendu de l'IPCC énonce en page 10 de la synthèse du groupe I destinée aux politiques (WGI/SPM-2001) que « le second rapport (de l'IPCC) concluait : 'l'étude des faits

⁴¹ www.heartland.org/studies/ieguide.htm

⁴² www.sepp.org/keyissue.html

⁴³ www.heartland.org/studies/ieguide.htm

laisse supposer une influence humaine discernable sur le climat global'. Ce rapport notait également que le signal anthropogénique émergeait toujours du bruit de fond lié à la variabilité naturelle du climat » ; et un peu plus loin, toujours en page 10 : « Selon l'estimation fournie par les modèles actuels, le réchauffement sur les cent dernières années n'est très vraisemblablement pas dû uniquement à la variabilité interne ». On peut noter également que ce rapport de l'IPCC annonce une hausse de température de 0,6 °C sur l'ensemble du XX^{ème} siècle, alors que la MIES reprend cette hausse en réduisant son effet aux trente dernières années. Il semble ainsi à travers ces exemples que l'interprétation officielle française des données et conclusions issues des conférences internationales amplifie encore davantage l'image alarmiste déjà véhiculée par ces mêmes conférences.

24 EFFET DE SERRE ET PHILOSOPHIE MONDIALISTE

2.4.1. De nombreux savants, philosophes ou hommes politiques ont exprimé tout au long du XX^{ème} siècle la nécessité d'une « nouvelle vision de la planète Terre ». L'homme lui-même semble se retirer doucement, considérant qu'il n'est pas le seul usager de la planète. « Le temps de l'orgueil est fini » déclare notamment le héros de Romain Gary, défenseur des éléphants d'Afrique, dans les « racines du ciel » (1956). « Le phénomène humain », selon l'expression de Teilhard de Chardin, est même susceptible de mettre en danger la planète. Cette nouvelle vision de la planète Terre et sa pénétration dans les milieux scientifiques au cours des dernières décennies est décrites avec détails par Jacques Grinevald, chargé de cours à l'université de Genève. Le facteur principal, écrit-il, est le « point de vue de Vernadsky ou de Loka qui voyaient en l'homme civilisé et plus précisément dans sa technique, un nouveau phénomène géologique capable de transformer chimiquement la Biosphère, cette fine pellicule de la Vie qui recouvre avec une densité et une hétérogénéité très inégale la face de la Terre et qui se compose, expliquait Vernadsky, (...) de l'organisation complexe de la matière vivante et de ses interactions avec les roches, l'océan mondial, les lacs et les fleuves, et l'atmosphère. »⁴⁵. Ce souci de la « respiration de la Terre » va grandir jusqu'à générer

⁴⁴ www.effet-de-serre.gouv.fr/

⁴⁵ in GRINEVALD Jacques SEBES, 1990. Document disponible sur www.unige.ch/sebes/textes/1990/1990Grinevald.html

une « géophysiosologie », terme inventé par le chimiste de l'atmosphère James Lovelock, puis des « approches géothérapeutiques », selon Richard Grantham, consultant de l'UNEP. Cette vision de la terre devient chez certains l'objet d'une forme de déification sous le nom de « Gaïa ». N'est-ce pas Michael Gorbatchev lui-même qui déclare que la Terre est son dieu ?

Sur le plan scientifique, cet aspect se traduit par la nécessité d'intégrer toutes les connaissances dans une approche « interdisciplinaire et holistique »⁴⁶, comprenant le comportement global de l'espèce humaine.

Les défenseurs de l'effet de serre en tant que phénomène global causé par l'activité anthropogénique et conduisant à terme à des catastrophes naturelles sans précédent, présentent parfois, dans leur démarche générale, une facette à caractère nettement spirituel. Monsieur John Houghton, coprésident du groupe scientifique au sein de l'IPCC (WGI), en est un exemple typique. La vue globale de la question qu'il développe, d'inspiration chrétienne, est la suivante : « Quand on pense au péché et au mal qui résulte de la rupture des relations avec Dieu, les chrétiens pensent généralement au péché commis à l'égard des hommes, pas à l'égard de l'environnement. Mais si nous prenons sérieusement la claire responsabilité de prendre soin de la Terre confiée aux hommes par Dieu, nous sommes également obligés de reconnaître qu'échouer dans cette tâche n'est pas seulement un péché contre la nature mais aussi contre Dieu. On a suggéré que cette nouvelle catégorie de péché incluse les activités qui mènent à l'extinction des espèces, la réduction de la diversité génétique, la pollution de l'eau, de la terre et de l'air, la destruction de l'habitat et la suppression des différents styles de vie. Ce nouveau sens du péché pourrait aussi inclure le péché de trop parler et celui de ne pas être assez actif ».⁴⁷ Bien que ce souci de prendre soin de notre environnement soit parfaitement louable –et nécessaire–, cette approche semble révéler malgré tout une forme de déification de la Terre.

2.4.2. Le message alarmiste prend parfois la tournure d'un véritable catastrophisme lorsqu'il est véhiculé par les tenants du mondialisme. Michaël Gorbatchev apparaît à cet égard comme l'un des chefs de file de cette pensée. La Croix verte internationale, qu'il

⁴⁶ National Research Council. 1983. « Toward an international Geosphere-Biosphere Program. A study of global change, Washington, D.C., National Academy Press, cité par J. Grinevald op.cite

⁴⁷ in « The Christian Challenge of Caring for the Earth », www.jri.org.uk/brief/christianchallenge.htm

préside, organise régulièrement des conférences et des sessions consacrées aux différents sujets liés à l'écologie. Un forum tenu à New-York le 2 février 2002 prédit ainsi « des menaces biologiques sans précédent », un « réchauffement global, et « la possible mainmise des robots sur les êtres humains ». Sir Martin Rees, Britain's Astronomer Royal, juge que le « pessimisme extrême semble être la seule position raisonnable ». Lors de ce forum, les chiffres les plus alarmistes de l'IPCC ont été repris par l'un des principaux responsables, Robert Watson, annonçant entre 1,4 °C de réchauffement au cours du prochain siècle même si des mesures urgentes étaient prises maintenant, et 5,8 °C au pire si aucune action n'était engagée. Ces annonces étaient accompagnées des habituelles prévisions de catastrophes censées s'abattre sur la planète : cyclones, sécheresses... La question du réchauffement climatique est présentée comme une affaire de sécurité, des « centaines de millions de personnes étant amenées à combattre par eux-mêmes pour survivre ».⁴⁸ La solution naturellement préconisée par cette famille de pensée est celle d'un contrôle fort des Etats, par des structures mondiales capables de dicter les comportements à adopter.

2.4.3. Dans son ouvrage *L'Empire écologique*, Pascal Bernardin décrit les racines et le cheminement des idées à caractère mondialiste depuis le milieu du XX^{ème} siècle dans le domaine spécifique de l'environnement. Il reprend en particulier un document fondamental qui avait fait du bruit aux Etats-Unis dans les années 1960, intitulé « la Montagne de Fer ». Il s'agissait du rapport rédigé par un groupe de réflexion constitué à la demande du gouvernement américain afin de rechercher une issue à l'affrontement entre les deux blocs qui s'opposaient dans la « guerre froide ». Une coopération est/ouest, voire mondiale, face à une tierce menace était ainsi envisagée : « Si invraisemblables que puissent paraître les ennemis de remplacement possibles dont nous venons de parler, il nous faut insister sur le fait qu'il en faudra trouver un, d'une ampleur et d'une crédibilité suffisantes, si l'on veut que la transition vers la paix aboutisse un jour sans désintégration sociale. Il est plus que probable, selon nous, qu'une telle menace devra être imaginée, plutôt que créée, à partir de situations inconnues ». Une bonne solution consistait à imaginer une menace impersonnelle et globale. Le rapport avait alors identifié l'écologie comme ennemi potentiel pour obliger les nations à se rapprocher dans une lutte commune : « Le modèle consistant à polluer le

⁴⁸ www.greencrossinternational.net (dépêche REUTERS du 2/2/2002)

milieu ambiant ne paraît pas répondre suffisamment aux exigences d'un contrôle social immédiat, sauf s'il consistait en une accélération arbitraire des tendances actuelles à la pollution, ce qui, en revanche, poserait la question de savoir si de telles pratiques pourraient être acceptables politiquement. La question que poserait une nouvelle attitude à l'égard de la création d'« ennemis » fictifs demanderait à être encore sérieusement étudiée. »⁴⁹

George Kennan, dont les fonctions d'ancien ambassadeur des Etats-Unis en URSS en font un personnage de premier plan, avait été le pivot de la politique américaine de « containment » de l'Union Soviétique au lendemain de la seconde guerre mondiale. Il exposait en 1970 le besoin de surmonter l'antagonisme est/ouest dans la revue du Council on Foreign Relations. Evoquant l'intérêt de mettre en place des structures internationales de protection des intérêts de l'humanité en général, incluant les questions de l'environnement, il indiquait : « La communauté scientifique et l'opinion publique mondiale ont le plus grand besoin, en ces heures sombres, de perspectives nouvelles et prometteuses. Les puissances communistes et occidentales en particulier doivent remplacer les obsessions de la guerre froide par une préoccupation commune qui bénéficierait à tous. Pour les jeunes du monde entier, de nouvelles perspectives d'espoir et de créativité sont d'une urgente nécessité spirituelle. »⁵⁰

Selon George Kennan, le processus engagé concernant l'écologie sur le plan mondial devait s'effectuer selon le schéma suivant :

- la vie sur terre sera en danger (c'est le préambule alarmiste récurrent, que l'on retrouve dans toute déclaration d'importance),
- une instance de veille est nécessaire, chargée des intérêts de l'humanité en général et de ceux des animaux et végétaux,
- cette instance sera amenée à prendre des décisions importantes par le biais de compromis,
- les sommes dont cette agence doit disposer sont très importantes,
- son rôle doit évoluer du stade étude et conseil à celui de surveillance de l'application des traités, vers l'unique autorité environnementale internationale, afin d'évacuer les « préoccupations morbides et dangereuses des défenses nationales. »

⁴⁹ Leonard C. Lewin, « Report from the Iron Mountain on the Possibility and Desirability of Peace » New-York, The Dial Press, Inc, 1967, p. 144 et 175 in *l'Empire écologique ou la subversion de l'écologie par le mondialisme*, de Pascal Bernardin, p. 294.

L'exploitation politique des questions d'environnement mondial semble donc avoir été largement débattue dans les milieux du pouvoir des deux grandes puissances dans les années 1960 et 1970. Ces débats se nourrissaient des préoccupations écologiques légitimes de la part des opinions publiques. Il restait à créer les structures internationales afin de réaliser l'objectif politique, et à présenter les thèmes retenus sous un angle alarmiste pour mettre en marche le processus. Les faits sont nombreux pour étayer cette thèse. La place manque pour citer l'ensemble des sources, mais les principaux jalons peuvent être identifiés : l'IIASA (Institut international pour l'analyse des systèmes appliqués) fut créé en 1972 à l'initiative des Etats-Unis et de l'URSS, avec pour l'un de ses trois thèmes principaux le « changement environnemental planétaire ». *L'Empire écologique* indique qu'ensuite les Nations unies prirent le relais, avec « la commission mondiale sur l'environnement et le développement [qui] fut créée par l'Assemblée générale des Nations unies. En décembre 1983, le secrétaire général de l'ONU demanda à madame Gro Harlem Brundtland, alors Premier ministre travailliste de Norvège, de la présider. La publication en 1988 de son rapport, intitulé « Notre avenir à tous », marque une étape importante dans la progression des idées révolutionnaires écologistes. (...) Figure imposée du style, *Notre avenir à tous* décrit un avenir très sombre : surpopulation, désertification, effet de serre, trou dans la couche d'ozone, pluies acides, pollutions atmosphériques, (...) etc. Il s'agit de problèmes systémiques. Les différentes crises sont reliées entre elles et on ne saurait séparer les crises de l'environnement, du développement et de l'énergie. Ces problèmes globaux estompent les frontières et l'interdépendance va croissant. Le coût des mesures nécessaires est considérable mais le désarmement permettra de libérer des ressources financières. (...) Les valeurs devront être modifiées. Nous aurons à définir une nouvelle éthique. »⁵¹

Si ce rapport décrit un processus maintenant bien connu, qui enchaîne les causes et les effets de telle manière que seule une nouvelle manière globale de gérer l'humanité permettra de répondre aux défis écologiques qui se posent aujourd'hui, on peut être étonné de découvrir que les questions d'environnement ont pu être étudiées comme des outils politiques dans de hautes sphères scientifiques. C'est pourtant sous cet angle que le Conseil international des unions scientifiques (ICSU) l'abordait dans un document de

⁵⁰ George F. Kennan, To Prevent a World Wasteland, Foreign Affairs, April 1970, Vol. 48, n°3, p. 401-413, cité dans *L'Empire écologique ou la subversion de l'écologie par le mondialisme*, de Pascal Bernardin, p. 305.

1986 : « le rapport du CDAC [commission chargée de suivre l'évolution du CO₂] suggéra que le problème du CO₂ pourrait servir de stimulus à une coopération de plus en plus efficace dans la gestion des problèmes mondiaux. »⁵²

Le professeur Lindzen, spécialiste de météorologie au MIT est un acteur peu contesté et compétent pour exposer la stratégie d'influence qui a présidé à l'engrenage politico-scientifique dans les années 1980 et 1990. Il présente ainsi la genèse du phénomène de l'effet de serre : « L'hystérie actuelle a formellement démarré à l'été 1988, bien qu'elle ait fait l'objet de préparatifs qui se sont mis en place au moins trois ans auparavant. » Il ajoute par ailleurs « qu'en dépit du fait que ces remarques [scientifiques] étaient virtuellement sans raison, elles ont conduit le mouvement environnemental à adopter immédiatement les conclusions. Le développement du mouvement pro-environnemental a été phénoménal depuis les années 1970. Il s'est formé en Europe autour des partis écologistes ; aux Etats-Unis, il s'est appuyé sur des groupes de défense du public. Ces lobbies gèrent des budgets de plusieurs centaines de millions de dollars et emploient environ 50.000 personnes ; leur action est largement soutenue par plusieurs personnalités politiques. Comme pour tout organisme de grande taille, leur survie est devenue une préoccupation cruciale. Le réchauffement global est devenu l'un des slogans majeurs dans leur recherche de fonds. Au même moment, les médias ont pris sans discussion leurs propos comme argent comptant et l'ont accepté comme vérité objective. »⁵³

L'expression de mythe utilisé pour caractériser un certain courant de pensée qui défend l'idée du réchauffement climatique et des graves phénomènes qui l'accompagnent, a été employée dans des termes équivalents par un professeur de biogéographie de l'université de Londres : « le réchauffement climatique a été inventé en 1988, quand il a remplacé deux mythes en vigueur auparavant qui étaient la plongée imminente dans un autre âge glaciaire et la menace d'un hiver nucléaire. Le nouveau mythe était destiné à englober une large palette d'autres mythes et attitudes qui se sont développées dans les années 1960 et 1970, comprenant les limites à la croissance, le développement durable, les craintes néo-malthusiennes d'une bombe démographique, la pollution (...) »⁵⁴. L'auteur de cet article oppose par ailleurs de manière assez dialectique les positions

⁵¹ Pascal Bernardin, op. cit., p. 306

⁵² Bert Bolin et al., *The Greenhouse Effect, Climatic Change and Ecosystems*, SCOPE 29, Chichester, John Wiley & Sons, 1986, cité par Pascal Bernardin p. 326.

⁵³ www.cato.org/pubs/regulation/reg15n2g.html

américaine et européenne sur ce sujet, ce qui est probablement caricatural, comme cela a été évoqué dans le paragraphe 22.

2.4.4. On peut maintenant tenter d'esquisser un schéma général concernant l'élaboration et la diffusion de l'idée de l'effet de serre comme problème planétaire global, réclamant des institutions supranationales pour le résoudre. Les étapes suivantes paraissent pouvoir être retenues, sans qu'elles correspondent pour autant à un plan scrupuleusement suivi de la part de quelque complot que ce soit. On peut en revanche y voir le déroulement logique de la réalisation progressive d'une pensée fondée sur une conception holistique du monde, trouvant des appuis de circonstance parmi les préoccupations écologiques légitimes de notre époque :

- dans les années 1940 à 1960, réflexions individuelles sur les fondements philosophiques et les aspects politiques de l'écologie,
- réflexions au sein de groupes de travail ad hoc dans les années 1960 (Etats-Unis notamment), en vue d'une utilisation potentielle de l'environnement comme catalyseur mondial des forces nationales éparpillées,
- réflexions générales au sein d'organismes et de cercles internationaux et/ou mondialistes dans les années 1970 et 1980 (CFR, Club de Rome puis organismes de l'ONU...), incluant des rassemblements internationaux comme celui de Stockholm en 1972, ou de Genève en 1979,
- conférences internationales spécifiques sur le phénomène de l'effet de serre dans les années 1980 (Villach en 1985, Bellagio en 1987), qui permirent de rechercher une justification scientifique aux idées mondialistes,
- consolidation et diffusion élargie de la pensée globalisante depuis la fin des années 1980, s'appuyant sur l'écologie par le biais de l'ONU et de ses commissions, (création de l'IPCC en 1988, sommet de Rio en 1992).

La pénétration par l'écologisme des grandes organisations internationales est un fait d'actualité que rapporte la revue *Foreign Affairs* à propos de l'organisation mondiale du commerce (OMC), mais le jugement porté semble pouvoir s'appliquer aux autres organismes : « le mouvement environnemental a, en fait, atteint la plupart des objectifs qu'il poursuit depuis le début des années 1990 –bien que la nécessité de garder ses

⁵⁴ *Wall Street Journal*, 2 avril 2001, cité par Jean-Marc Jancovici, www.manicore.com/documentation/serre/WSJ.html

troupes réactives fait dire à certains groupes que cela n'est pas le cas ». Le même article précise par ailleurs que « les environmentalistes veulent utiliser le système du marché international pour réaliser leurs missions ».⁵⁵

⁵⁵ Foreign Affairs, « The greening of the WTO », volume 80 n° 6, novembre/décembre 2001 – Michael M. Weinstein et Steve Charnovitz

CONCLUSION

L'étude du climat est une science complexe qui fait appel à de nombreuses disciplines. Plusieurs aspects sont encore très mal connus et il est difficile de faire la part exacte entre la « variabilité naturelle » et la marque des activités humaines dans les modifications climatiques locales ou globales de notre planète. Malgré tout, il semble que la pensée officielle qui s'est peu à peu construite au fil des dernières décennies, notamment au sein des grandes conférences internationales, peut être schématisée ainsi : l'homme a perturbé l'équilibre climatique en émettant de manière inconsidérée des gaz à effet de serre ; ce phénomène se traduit par un réchauffement qui va continuer à s'amplifier dans le siècle à venir. Les causes locales ayant un retentissement global, c'est-à-dire à l'échelle de la planète, seule une solution globale, se traduisant par des structures supranationales ayant suffisamment d'autorité, est convenable.

A l'analyse historique du phénomène « effet de serre », il apparaît que ce nouvel ennemi commun avait été identifié très tôt comme un bon moyen de surmonter les antagonismes géopolitiques en obligeant les nations à collaborer ensemble au lieu de s'affronter dans une guerre qui, quant à elle, était restée froide. A une période où les préoccupations écologiques ont légitimement progressé dans l'opinion publique, on constate également que cette question a servi de puissants intérêts politiques environnementaux, nationaux et mondiaux. Ces intérêts sont ponctuellement soutenus par une certaine philosophie spiritualiste, selon laquelle l'homme n'est qu'un habitant parmi d'autres de Gaïa, la déesse Terre objet de tous les soins ultimes.

Il ne s'agit certes pas de croire que l'homme pourra continuer impunément à utiliser les ressources terrestres en ignorant les lois de la nature, mais les débats gagnent à se conduire avec une réelle liberté d'expression, sans mainmise de la sphère politique sur la recherche scientifique. Le consensus général des experts mondiaux autour du phénomène de l'effet de serre ne paraît pas une réalité. Il semble plutôt qu'il y ait sur plusieurs matières d'importance une réelle diversité d'opinion, reflet des recherches scientifiques conduites dans les différentes disciplines qui concourent à la connaissance du climat terrestre.

Une approche saine de l'écologie doit permettre de préserver l'environnement naturel qui sera légué aux générations futures ; elle ne doit pas devenir un instrument politique à l'échelle mondiale.

BIBLIOGRAPHIE

OUVRAGES EN FRANÇAIS

- LENOIR Yves, *Climat de panique*, Lausanne; Editions Favre, 2001
- BERNARDIN Pascal, *L'Empire écologique ou la subversion de l'écologie par le mondialisme*, Editions Notre-Dame des Grâces, 1998
- JOUSSAUME Sylvie, *Climat d'hier à demain*, CNRS Editions/CEA
- JANCOVICI Jean-Marc, *Le réchauffement climatique*, La Jaune et la Rouge, 2000
- PLOYE François, *L'effet de serre, science ou religion du XXIème siècle*, Fayard, 2000

SITES INTERNET EN FRANÇAIS

- www.effet-de-serre.gouv.fr
- www.cnrs.fr/dossiers/dosclim/index.htm
- www.manicore.com
- www.meteo.fr/meteonet/
- www.shom.fr

SITES INTERNET EN ANGLAIS

- www.ipcc.ch
- www.globalclimate.org
- www.john-daly.com
- www.sepp.org
- www.microtech.com.au/daly/

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	1
<u>I. Les divergences d'interprétation scientifique</u>	2
<u>11. Réchauffement ou refroidissement ?</u>	2
111. Les débats sur les méthodes de mesure de la température	2
112. Evolution des zones polaires	4
<u>12. Le dioxyde carbone face au climat</u>	5
121. Proportion du CO ₂ émis par les activités humaines	5
122. Evolutions comparées de la température et de la quantité de CO ₂	6
123. Rôle exact du CO ₂ dans les échanges avec l'atmosphère	7
<u>13. Limites des connaissances actuelles</u>	8
131. Le niveau des océans	8
132. Les modèles numériques	9
133. L'activité solaire : influence locale ou influence globale ?	11
<u>II. L'effet de serre sous contrôle politique</u>	14
<u>21. Regard sociologique sur la communauté scientifique</u>	14
211. Eclairage des principes relatifs à la sociologie de groupe	14
212. Témoignages de participants aux sessions de l'IPCC	15
212. Comment une « pensée unique » peut-elle s'imposer ?	15
212. Des scientifiques font entendre leurs voix	15
<u>22. L'effet de serre à la rencontre des politiques nationales</u>	18
221. L'effet de serre a-t-il « servi » Margaret Thatcher ?	18
222. Les Etats-Unis entre prudence et indépendance	20
223. Le principe de précaution comme ultime argument	21
<u>23. L'IPCC, filtre politique des recherches scientifiques ?</u>	22
231. Des distorsions dans les publications de l'IPCC	23
232. Une utilisation contestée des travaux de l'IPCC	25
233. En France, une commission qui amplifie le message de l'IPCC	25

<u>24. Effet de serre et philosophie mondialiste</u>	26
241. Approche spirituelle des questions de l'écologie	26
242. Le catastrophisme, seule solution sage ?	28
243. L'effet de serre, ennemi commun et global	28
244. Schéma général historique de la progression de l'idée « effet de serre »	32
CONCLUSION	34